



Asie : de la crise monétaire à une crise de l'autorité

Jean-Luc Domenach

► **To cite this version:**

Jean-Luc Domenach. Asie : de la crise monétaire à une crise de l'autorité. Critique Internationale, Presses de sciences po, 1998, 1 (1), pp.31-34. hal-01010698

HAL Id: hal-01010698

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01010698>

Submitted on 20 Jun 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Asie : de la crise monétaire à une crise de l'autorité



Contre-jour

par Jean-Luc Domenach

Une leçon au moins peut être tirée de la crise financière asiatique : la faillite des esprits a été plus complète que celle des monnaies. Car presque personne ne l'avait prévue parmi ceux dont c'était la fonction, en Occident comme en Asie même : l'événement devrait poser un problème majeur aux spécialistes d'économie internationale – entre autres.

On s'était complu à ignorer des faits têtus et des chiffres qui montraient que les économies asiatiques étaient surendettées et devenaient moins compétitives. On avait aussi simplement omis que l'ouverture de ces économies les plaçait à la merci des milieux financiers internationaux et sous-estimé l'ampleur de la « *bad governance* ». Depuis que les vrais rapports de force se sont manifestés, la réalité a recouvert la fiction.

L'Asie orientale n'est donc plus un ensemble « entraîné vers le progrès » par ses dynamos économiques, mais une région à la fois abattue et divisée par une crise dans laquelle chaque gouvernement négocie pour lui-même avec les bailleurs de fonds internationaux. Le FMI a ainsi pu imposer aux pays les plus atteints des programmes de rigueur fondés sur l'ouverture des frontières et l'assainissement des systèmes financiers. Cette politique convient assez aux États-Unis, qui remportent en Asie orientale une victoire assimilée par certains commentateurs à la chute d'un deuxième « mur de Berlin » : l'ouverture d'une région qui, jusque-là, avait su profiter de la mondialisation des échanges sans lui sacrifier ses exceptions nationales.

Tout converge ou presque : l'effondrement du projet de Fonds asiatique ; l'arrivée au pouvoir, en Thaïlande et en Corée du Sud, de dirigeants disposés à appliquer les mesures imposées par le FMI ; le départ de Suharto en Indonésie ; et surtout l'offensive tous azimuts des grandes sociétés multinationales sur les places asiatiques (la part de l'étranger dans la capitalisation boursière sud-coréenne est passée de 14,6% à 19,4% durant les deux premiers mois de 1998)... La nouvelle Asie orientale qui s'ébauche ainsi paraît donc dépourvue de tout moyen sérieux d'affirmer une personnalité collective, et divisée en deux catégories de pays : ceux qui dépendent étroitement du marché mondial, et les deux grands, la Chine et le Japon, encore capables de négocier avec leurs partenaires étrangers.

Ce qui étonne, c'est le calme dans lequel s'opère ce changement. L'Indonésie est l'exception, car la catastrophe économique y est immense et le despotisme particulièrement visible et même ridicule. Les expulsions brutales d'immigrés pratiquées en Malaisie n'ont guère ému que l'Occident. Partout ailleurs, la situation est paisible, même s'il faut tenir compte de la pauvreté des informations, les journalistes délaissant trop souvent les sorties des usines et les quartiers populaires. Mais l'impression de calme n'est pas totalement fautive. D'abord, dans la plupart des pays, la crise n'a pas encore développé tous ses effets. Les salariés et les consommateurs se replient sur des comportements de précaution. Ensuite, la presse est souvent contrôlée ou médiocre, les intellectuels sont peu nombreux et parfois surveillés, les partis d'opposition souvent étiés et timorés. En outre, les sociétés d'Asie orientale ne disposent pas de références communes, tant restent forts les clivages entre les expériences nationales. Et la situation de la Chine et du Japon demeure difficile à classer : la première résiste, mais sans que l'on puisse exclure qu'elle finisse par dévaluer sa monnaie et par relancer ainsi la panique ; le second chancelle, mais sans faire oublier la richesse qu'il a accumulée et le dynamisme de ses exportations.

Une crise de l'autorité

Pourtant, disons-le, ce spectacle de conjoncture est très incomplet. La réalité porteuse d'avenir est probablement ailleurs : dans les mutations sociales et politiques qui s'amorcent. Les médias occidentaux ont à tort braqué les projecteurs vers des réactions supposées « asiatiques » en Thaïlande et en Corée : particuliers déposant leurs bijoux et leur or contre des bons du Trésor, marches de solidarité ou modération des syndicats. Ces phénomènes auront été au total de faible ampleur. Ils pèsent peu par rapport à ceux que commence à provoquer l'effondrement des certitudes. Le nombre des spectateurs de CNN a considérablement augmenté : c'est que l'on n'a plus autant confiance dans les médias locaux. Et les dirigeants sont discrédités. Il est inouï, par exemple, qu'un intellectuel indonésien fort bien intégré dans l'*establishment* régional ait osé déclarer que « la crise peut se résumer à la constatation qu'un gouvernement doit un tant soit peu répondre aux attentes des gens¹ ».

La plupart des sociétés et des régimes politiques d'Asie orientale ont exalté l'autorité durant les dernières décennies sous prétexte de faciliter le développement économique. Autorité sévère et qui n'admettait guère de partage, mais qui avait elle-même fondé sa légitimité sur un terrain limité : la performance économique. Avec la crise, toutes les autorités se trouvent donc remises en cause : celles du gouvernement, de l'entreprise, et aussi celles du père ou du mari devenu chômeur. Personne ne peut dire à quelle vitesse et jusqu'où cette remise en cause se propagera. Ce qui est sûr, c'est que le départ de « Pak » (Papa) Suharto, survenant après

la disparition de Deng Xiaoping en 1997 et l'arrivée au pouvoir à Séoul du dissident de toujours Kim Dae-jung, marque la fin d'une époque où la politique asiatique était dirigée par les fondateurs (ou refondateurs) de régimes dont ils avaient fait leurs propriétés.

Un autre Occident

L'image de l'Occident en Asie orientale change aussi. C'est contre l'Occident qu'ont été édifiés les États-nations de la région, et c'est pour conforter leurs indépendances qu'ont été menées les politiques économiques de croissance. Depuis quelques décennies, cependant, un compromis s'était ébauché : il apparaissait possible, pour une Asie à la fois dynamique et consciente d'elle-même, d'entretenir avec l'Occident des rapports de partenariat. Le modèle de croissance choisi – volontariste mais tourné vers le marché mondial et faisant appel à ses investissements – symbolisait ce compromis, dont l'APEC (qui rassemble des acteurs économiques) et l'ASEM (qui réunit des États) étaient les instruments privilégiés.

La crise financière asiatique y a brutalement mis fin. D'abord et surtout, parce qu'elle a été déchaînée par le désengagement des acteurs financiers occidentaux. Ensuite, parce que la grande presse américaine et certains dirigeants de l'Ouest n'ont pas évité l'arrogance (« Good Bye, Japan Inc. », a titré le *Washington Post*²) et que les sommets successifs de l'APEC (novembre 1997) et de l'ASEM (avril 1998) ont décliné tous les vocabulaires possibles du paternalisme. Enfin, la présence de l'Occident en Asie s'est faite à la fois plus directe et plus pressante à travers les injonctions du FMI, des autres organismes financiers et des différentes sociétés de notation, en même temps que débarquaient des nuées d'hommes d'affaires venus racher des entreprises en faillite. Il semble bien, aussi, que la diplomatie américaine ait joué un rôle important dans la démission forcée de Suharto en mai 1998 : comme à la haute époque de la guerre froide, la politique intérieure des États asiatiques est désormais scrutée, examinée, jugée, voire rectifiée à Washington.

La crise asiatique va-t-elle donc déclencher une immense réaction anti-occidentale en Asie ? Ce n'est pas sûr, car les acquis de la période du « compromis » ne disparaîtront pas aisément. Le temps n'est plus où les Occidentaux passaient pour des « diables étrangers ». L'Occident n'est plus ce partenaire terrible et lointain qui suscitait il y a seulement trente ans l'étonnement, la servilité ou la haine. Désormais, on le connaît mieux, on se l'est en partie approprié : il s'inscrit dans le cadre de vie comme dans les mœurs, surtout en ville. Certains estiment même que sa victoire est méritée : après tout, les règles de la compétition financière mondiale sont désormais bien connues des élites asiatiques.

Ainsi, derrière le calme apparent qui règne dans la région, des mutations profondes sont à l'œuvre, qui préparent une réinvention de l'autorité politique et une

redéfinition du rapport entre les sociétés asiatiques et leurs partenaires occidentaux. La tâche sera difficile car elle était totalement imprévue, et les intellectuels asiatiques vont devoir occuper une place que personne ne leur réservait. Et pourtant, ils seront mieux équipés pour ce faire que leurs aînés. Du chemin accompli jusqu'à la crise, ils pourront tirer des arguments d'espoir et des raisons de ne plus retomber dans un mimétisme servile.

1. *Asiaweek*, cité par *Courrier International*, 6-11 novembre 1997, pp. 11-12.

2. *Libération*, 27 novembre 1997.